

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°946 du Mardi le 06 Octobre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Groupe Castel

Gregory Clerc poursuivra sa mission de Directeur général

La décision rendue ce jour par la Haute Cour de Singapour concernant IBBM ne modifie en rien la gouvernance opérationnelle du Groupe ... • (Page 05)

Santé

L'espérance de vie mondiale retrouve son niveau d'avant-Covid
L'espérance de vie mondiale est quasiment revenue à son niveau d'avant la pandémie de Covid-19, mais le ... • (Page 08)

Gouvernance et Développement du Secteur Privé • (Page 03)

40 sessions de formation pour plus de 2 000 bénéficiaires



Port de Lomé

• (Page 04)

Des Russes s'intéressent aux opportunités de coopération logistique

ECOWAS Startup Awards

HubPharm Africa remporte le grand prix de 30 000 dollars

La deuxième édition des ECOWAS Startup Awards s'est achevée le 30 septembre 2026 à Abuja avec le sacre ... • (Page 02)

Togo

Le budget 2027 arrive au Sénat, Barry Moussa Barqué fixe le cap

Le Sénat togolais ouvre le chantier du budget 2027. À l'occasion de la deuxième session ordinaire de l'année, jeudi 1er octobre à Lomé, son ... • (Page 04)

Opportunités & Investissements

Le FONI reporté à mars 2027 à Conakry

Le calendrier événementiel guinéen connaît un nouveau réaménagement. Le Forum des Opportunités et des Investissements (FONI), initialement annoncé pour cette année dans la capitale guinéenne, ne se tiendra ... • (Page 06)

Grand marché d'Anié

La FNFI échange avec les victimes de l'incendie du bâtiment central

Une délégation du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et des membres de la plateforme préfectorale de réduction des risques et catastrophes ... • (Page 11)



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



ECOWAS Startup Awards

HubPharm Africa remporte
le grand prix de 30 000 dollars

La deuxième édition des ECOWAS Startup Awards s'est achevée le 30 septembre 2026 à Abuja avec le sacre de HubPharm Africa, du Nigeria. La cérémonie a également marqué le lancement de l'Académie de développement du secteur privé de la CEDEAO et des réseaux de start-ups de l'espace communautaire.



● Wilson Lawson

HubPharm Africa décroche le grand prix. La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à travers sa Direction du secteur privé et de l'industrie, a clôturé le 30 septembre 2026 la deuxième édition des Startup Awards de la CEDEAO. Organisée au nouveau siège de l'organisation régionale à Abuja, la cérémonie a consacré HubPharm Africa, une start-up nigériane, lauréate du grand prix d'une valeur de 30 000 dollars américains. Le palmarès a également distingué deux autres jeunes entreprises. Gaynako, du Sénégal, a été désignée première finaliste, tandis que My Opinion, de Côte d'Ivoire, a occupé la deuxième place.

De nouvelles initiatives pour accompagner les start-ups

Au-delà de la remise des prix, la cérémonie a servi de cadre au lancement de deux initiatives destinées à renforcer l'écosystème entrepreneurial régional : l'Académie de développement du secteur privé de la CEDEAO et les réseaux de start-ups de la CEDEAO. Ces nouveaux dispositifs ambitionnent de favoriser une meilleure connexion entre les entrepreneurs, les entreprises et les autres acteurs du secteur privé dans l'espace communautaire. Ils doivent également contribuer au partage des connaissances, au développement des compétences et à un accès élargi aux opportunités disponibles pour les jeunes entreprises de la région.

Renforcer l'écosys-**tème entrepreneurial ouest-africain**

Le lancement de ces initiatives intervient dans un contexte de croissance de l'écosystème des start-ups en Afrique de l'Ouest. Pour la Commission de la CEDEAO, le développement de l'innovation et l'accompagnement des entreprises émergentes constituent des leviers importants pour soutenir la transformation économique régionale. À travers les Startup Awards, l'organisation régionale entend ainsi mettre en lumière les initiatives entrepreneuriales innovantes et favoriser leur mise en réseau avec les différents acteurs susceptibles de contribuer à leur développement.

La CEDEAO mise sur l'innovation

Cette deuxième édition des ECOWAS Startup Awards illustre la volonté de la Commission de poursuivre ses efforts en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat. En récompensant les jeunes entreprises les plus prometteuses et en lançant de nouveaux mécanismes d'accompagnement et de mise en réseau, la CEDEAO cherche à créer un environnement davantage favorable à l'émergence et à la croissance des entreprises innovantes dans les États membres. Le sacre de HubPharm Africa, aux côtés des distinctions accordées à Gaynako et My Opinion, vient ainsi mettre en lumière le dynamisme croissant des start-ups ouest-africaines.



AUX DÉCIDEURS ...

Contrôler pour mieux servir

Le lancement des formations locales du Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement du Secteur Privé (PAGDSP), le 5 octobre à Lomé, ne devrait pas être considéré comme une simple cérémonie administrative. Derrière les chiffres — 8,5 milliards de FCFA de financement, 40 sessions, 20 structures et plus de 2 000 bénéficiaires — se trouve une question essentielle : celle de la capacité de l'État à transformer ses ressources en résultats concrets pour les citoyens.

Dans une administration moderne, la compétence n'est pas un luxe. Elle est une condition de la performance publique. Former les agents, renforcer les contrôles, améliorer les procédures et développer des outils de pilotage doivent donc être perçus comme des investissements au même titre que les infrastructures physiques.

Le choix de consacrer la première session du PAGDSP au « contrôle de la solde et maîtrise de la masse salariale » est particulièrement significatif. La masse salariale n'est évidemment pas une dépense à considérer uniquement sous l'angle comptable. Elle correspond aux rémunérations de celles et ceux qui font fonctionner l'administration. Mais elle représente aussi une composante importante des dépenses publiques et doit, à ce titre, faire l'objet d'un suivi rigoureux.

Chaque anomalie détectée, chaque procédure améliorée et chaque donnée mieux exploitée peuvent contribuer à une utilisation plus efficace des ressources publiques.

C'est pourquoi le contrôle de la solde doit dépasser la logique de vérification administrative pour devenir un véritable instrument de pilotage budgétaire. Les contrôleurs doivent disposer de compétences leur permettant non seulement d'identifier les irrégularités, mais aussi de comprendre les évolutions de la masse salariale, d'en anticiper les effets et de produire des indicateurs utiles à la décision.

Le choix de l'École nationale d'administration pour porter ce programme rappelle également une évidence : aucune réforme durable de l'État ne peut faire l'économie d'une politique ambitieuse de formation. L'administration évolue. Les mécanismes budgétaires se complexifient. Les exigences de transparence et de responsabilité augmentent. Les outils numériques transforment progressivement la gestion publique. Face à ces mutations, l'administration ne peut rester figée dans des méthodes anciennes.

L'ENA a donc une responsabilité particulière : faire de la formation un véritable levier de transformation de l'État.

Le PAGDSP offre, à cet égard, une occasion de renforcer cette vocation. Les 40 sessions annoncées devront permettre de toucher des profils et des institutions différents, de l'administration financière aux organismes de contrôle, en passant par le secteur privé et la société civile. Le financement de 8,5 milliards de FCFA accordé au PAGDSP doit donc être regardé comme un investissement dont les résultats devront être visibles dans la durée.

L'enjeu n'est pas simplement de dépenser les ressources consacrées au projet, mais de faire en sorte que celles-ci contribuent à améliorer durablement la gestion publique et, par ricochet, la qualité des services rendus aux citoyens.

Une meilleure maîtrise de la masse salariale peut dégager des marges de manœuvre. Un contrôle financier plus efficace peut réduire les risques de gaspillage. Une meilleure allocation des ressources peut renforcer l'impact des politiques publiques. Des agents mieux formés peuvent améliorer la qualité de la décision administrative.

Le PAGDSP annonce un programme ambitieux. Mais l'ambition ne prendra tout son sens que si elle se traduit par des changements concrets dans les administrations bénéficiaires.

Le véritable succès du projet se jugera dans les mois et les années à venir : dans la qualité des contrôles, la fiabilité des données, la maîtrise des dépenses, l'efficacité des administrations et la capacité de l'État à transformer chaque ressource disponible en valeur publique. Former pour mieux gérer. Contrôler pour mieux dépenser. Réformer pour mieux servir.

C'est à cette condition que le PAGDSP pourra pleinement tenir sa promesse : faire du renforcement des capacités non pas une succession de sessions de formation, mais un véritable instrument de transformation de l'action publique au Togo.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)**	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Gouvernance et Développement du Secteur Privé

40 sessions de formation pour plus de 2 000 bénéficiaires

Le Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement du Secteur Privé (PAGDSP) a officiellement lancé, le 5 octobre 2026 à Lomé, ses formations locales. Financé à hauteur de 8,5 milliards de FCFA par la BAD, l'initiative prévoit 40 sessions au bénéfice de 20 structures et de plus de 2 000 bénéficiaires.

• Junior Aredola

L'École Nationale d'Administration (ENA) a abrité, lundi 5 octobre 2026 à Lomé, la cérémonie officielle de lancement des formations locales du Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement du Secteur Privé (PAGDSP). Financé à hauteur de 8,5 milliards de FCFA par la Banque africaine de développement (BAD), le projet ambitionne de renforcer les capacités des administrations et des acteurs concernés par la gouvernance économique et le développement du secteur privé. Le programme découle d'une convention de 500 799 825 FCFA signée le 30 mai 2025 entre le PAGDSP et l'ENA. Il prévoit au total 40 sessions de formation destinées à 20 structures et à plus de 2 000 bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national. Parmi les institutions ciblées figurent notamment l'Office togolais des recettes (OTR), l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et



les infractions assimilées (HAPLUCIA), la CEN-TIF, l'ANPGF, l'UCRM ainsi que des organisations de la société civile.

La maîtrise de la masse salariale au cœur de la première session

Pour cette première phase, les formations sont consacrées aux cadres de la Direction nationale du contrôle financier (DNCF), autour du thème : « Contrôle de la solde et maîtrise de la masse salariale ». La formation est organisée en trois cohortes de 30 participants, chacune devant suivre cinq jours de for-

mation. Elle est confiée à l'expert BAKPENA Babakokoga, ancien directeur des Finances. L'objectif est de renforcer les compétences des contrôleurs dans l'analyse des données relatives à la solde, l'identification des anomalies et la conception d'indicateurs permettant d'assurer un suivi plus efficace de la masse salariale.

L'ENA appelée à jouer un rôle stratégique

Dans son mot de bienvenue, le directeur général de l'ENA, Adama Kpodar, a salué le choix porté sur son institution pour piloter les formations du projet. Selon lui, cette responsabilité s'inscrit dans les missions fondamentales de l'École, notamment la formation et le renforcement des capacités des agents publics. Revenant sur le parcours du PAGDSP, il a rappelé que le Togo a bénéficié du Fonds africain de développement d'un don de 2,5 millions de dol-

lars et d'un prêt de 8 millions de dollars, approuvés en décembre 2021. Le directeur général de l'ENA a également souligné les efforts déployés par les différentes équipes pour parvenir au lancement effectif des formations, malgré les exigences liées aux procédures budgétaires et aux mécanismes des banques internationales. Il a, par ailleurs, assuré les 90 premiers participants de la DNCF de la qualité des formateurs et des dispositions pédagogiques mises en place pour garantir l'efficacité de la formation.

Le PAGDSP au service d'une meilleure gestion publique



Prenant la parole au nom du ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, le directeur national du Contrôle financier, AKAKPO Iyatan Komi, a situé le PAGDSP dans la dynamique des réformes engagées pour renforcer la gouvernance économique. Selon lui, le projet vise notamment à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en créant les conditions favorables à l'accélération des politiques publiques en faveur d'une croissance forte, durable et inclusive. Il a cité parmi les principaux objectifs la mobilisation accrue des ressources internes et externes, l'amélioration de l'allocation des ressources publiques, le renforcement de l'intégrité de la chaîne de la dépense, ainsi que le développement d'une budgétisation sensible au genre. Le projet entend également contribuer à la promotion et au développement du secteur privé.

« La masse salariale n'est pas une simple ligne comptable »

Pour la DNCF, le choix du contrôle de la solde comme première thématique répond à un enjeu majeur de gestion des finances publiques. La formation doit permettre aux participants de mieux

analyser les données salariales, de détecter les éventuelles anomalies et de disposer d'outils de suivi adaptés. S'adressant aux participants, AKAKPO Iyatan Komi les a invités à faire preuve d'une attention particulière et d'une forte assiduité tout au long des travaux. L'objectif, a-t-il souligné, est qu'ils ressortent de la formation avec des compétences directement mobilisables dans l'exercice de leurs fonctions.

Le pari du renforcement des capacités

Au-delà de cette première session, le lancement des formations locales du PAGDSP traduit la volonté de renforcer les compétences des acteurs publics et de consolider les mécanismes de gouvernance économique.

Avec 40 sessions programmées et plus de 2 000 bénéficiaires attendus, le projet entend déployer progressivement ses actions auprès des différentes structures ciblées, de l'administration financière aux acteurs du secteur privé et de la société civile. La maîtrise de la masse salariale, l'amélioration du contrôle de la dépense et le renforcement des capacités apparaissent ainsi comme des axes importants de cette démarche visant à améliorer l'efficacité de la gestion publique au Togo.



Port de Lomé

Des Russes s'intéressent aux opportunités de coopération logistique

En visite au Togo dans le cadre de la première session intergouvernementale russo-togolaise dédiée à la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, une délégation russe a découvert, le 29 septembre 2026, les capacités du Port autonome de Lomé (PAL) et ses opportunités de coopération logistique.



● Junior Aredola

Le Port de Lomé présente ses atouts à la délégation russe. Le Port autonome de Lomé a accueilli, mardi 29 septembre 2026, une délégation russe en mission au Togo à l'occasion de la première session intergouvernementale russo-togolaise consacrée au renforcement de la coopération dans les domaines commercial, économique, scientifique et technique. La délégation a été reçue par le ministre, directeur général du Port autonome de Lomé, Kokou Edem Tengue. Cette rencontre a permis aux responsables portuaires de présenter les principales caractéristiques et performances de la plateforme portuaire togolaise, ainsi que son rôle stratégique dans les échanges régionaux.

Plateforme stratégique pour le transbordement

Au cours des échanges, les responsables du PAL ont mis en avant les performances du port dans le domaine du transbordement. Le Port de Lomé se positionne notamment comme le premier port de transbordement en Afrique de l'Ouest et du Centre. La présentation a également porté sur le fonctionnement de la chaîne logistique portuaire, les infrastructures disponibles et les différents mécanismes qui contribuent à l'efficacité des opérations. Ces atouts constituent, pour le Togo, des leviers importants pour renforcer l'attractivité du PAL auprès des partenaires et opérateurs économiques internationaux.

Intérêt russe pour les opportunités logistiques

Les échanges ont suscité un vif intérêt de la délégation russe pour les possibilités de coopération avec le Port autonome de Lomé. Les discussions ont notamment

porté sur les modalités logistiques et les perspectives susceptibles de rapprocher davantage les acteurs des deux pays. Cette démarche s'inscrit dans le cadre plus large du renforcement des relations économiques entre le Togo et la Russie, avec un intérêt particulier pour le développement des échanges commerciaux et des infrastructures favorisant la circulation des marchandises.

Immersion au cœur des installations portuaires

La rencontre s'est poursuivie par une visite des installations du Port autonome de Lomé. Cette immersion a permis aux membres de la délégation russe de découvrir directement les infrastructures, les équipements et les différentes opérations qui participent à la performance de la plateforme. À travers cette visite, le PAL entend ainsi mieux faire connaître ses capacités et son potentiel de coopération auprès de partenaires internationaux, dans un contexte marqué par la volonté du Togo de consolider la position stratégique de son port dans les échanges régionaux et internationaux.



Togo

Le budget 2027 arrive au Sénat, Barry Moussa Barqué fixe le cap

Le Sénat togolais ouvre le chantier du budget 2027. À l'occasion de la deuxième session ordinaire de l'année, jeudi 1^{er} octobre à Lomé, son président, Barry Moussa Barqué, a appelé les sénateurs à un examen rigoureux du projet de loi de finances, avec en ligne de mire les priorités de la feuille de route gouvernementale 2026-2031.

Le budget 2027 est désormais au cœur des travaux du Sénat togolais. Réunis jeudi 1^{er} octobre 2026 au siège de l'institution à Lomé, les sénateurs ont entamé leur deuxième session ordinaire de l'année, ouverte par le président de la chambre haute, Barry Moussa Barqué, en présence de son homologue de l'Assemblée nationale, Pr Sélom Klassou. À l'ouverture des travaux, le président du Sénat a placé l'examen du projet de loi de finances pour 2027 sous le signe de la rigueur budgétaire et des priorités nationales. Il a notamment insisté sur l'alignement du budget sur la feuille de route gouvernementale 2026-2031, structurée autour de trois axes : « Protéger, rassembler et transformer ».

Budget 2027 au Togo : Barry Moussa Barqué exige un examen rigoureux

Pour Barry Moussa Barqué, les choix budgétaires ne doivent pas se limiter à des prévisions financières. Chaque dépense publique doit répondre à des priorités géographiques et sociales, tout en contribuant à préserver la viabilité des finances publiques. Le président du Sénat a ainsi invité les parlementaires à examiner le projet de budget avec rigueur, en tenant compte des besoins des populations et des ambitions affichées par le gouvernement pour les prochaines années. Il a également appelé les sénateurs à faire preuve d'assiduité, de maturité démocratique et de fraternité dans les débats. Un message qui intervient alors que l'examen du budget constitue un rendez-vous majeur du calendrier parlementaire.

Sénat, Assemblée nationale et gouvernement : l'appel à une meilleure coordination

Au-delà des questions budgétaires, Barry Moussa Barqué a insisté sur la complémentarité entre les institutions de la République. Il



a plaidé pour une collaboration renforcée entre le Sénat, l'Assemblée nationale et le gouvernement, dans l'objectif de rendre l'action publique plus cohérente et efficace. Le président de la chambre haute est également revenu sur le bilan des précédentes sessions parlementaires. Six textes majeurs ont été adoptés lors de la première session ordinaire de l'année, auxquels se sont ajoutés quatre textes au cours de la session extraordinaire. Ces textes, selon lui, participent aux efforts visant à rendre l'action publique plus protectrice, accessible et sûre.

Le compte rendu de la session extraordinaire adopté

La cérémonie d'ouverture a également été mar-

quée par la présentation et l'adoption du compte rendu de la séance plénière unique de la deuxième session extraordinaire de l'année. Plusieurs membres du gouvernement ont assisté à cette rentrée parlementaire, notamment Gilbert Bawara, ministre chargé des Relations avec le Parlement et les Institutions, Yawa Kouigan, ministre de la Communication, ainsi que Martine Moni Sankaredja, ministre des Solidarités et du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance. L'examen du projet de loi de finances 2027 figure ainsi parmi les principaux enjeux de cette deuxième session ordinaire, qui doit contribuer à définir les grandes orientations budgétaires du Togo pour l'année prochaine.

Avec 24heureinfo.com

Cours des devises du lundi 5 Octobre 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	582,750	589,750
Yen japonais	3,685	3,745
Livre sterling	771,000	778,000
Franc suisse	703,500	709,500
Dollar canadien	407,250	414,250
Yuan chinois	86,500	88,250
Dirham Emirats Arabes Unis	158,250	161,000

Source: BCEAO

Docusign Envelope ID: 6C1568D8-C0F8-87A0-836E-9BAB4B121309

DF HOLDING

CASSIOPEE

Une gouvernance solide et inchangée : les Conseils d'administration de Cassiopée et de DF Holding réaffirment leur confiance à Gregory Clerc pour poursuivre sereinement sa mission de Directeur général du Groupe Castel.

2 octobre 2026

La décision rendue ce jour par la Haute Cour de Singapour concernant IBBM ne modifie en rien la gouvernance opérationnelle du Groupe Castel. Les Conseils d'administration de Cassiopée et de DF Holding réaffirment la stabilité et l'indépendance de la gouvernance du Groupe, ainsi que leur pleine et entière confiance en Gregory Clerc pour poursuivre sa mission de Directeur Général.

À la suite de la décision rendue ce jour par la Haute Cour de Singapour, les Conseils d'administration de Cassiopée, holding de tête du Groupe Castel, et de DF Holding, sa holding opérationnelle, souhaitent apporter plusieurs précisions.

Comme ils l'indiquent depuis le début de cette procédure judiciaire, « IBBM n'est pas la société mère du Groupe Castel ». En conséquence, « sa gouvernance ne joue aucun rôle dans le fonctionnement opérationnel du Groupe Castel, contrairement à ce qu'a affirmé à plusieurs reprises Madame Romy Castel ».

Conformément à la volonté de son fondateur, le Groupe Castel demeure ultimement détenu par des trusts garants d'un contrôle professionnel et indépendant et ce, depuis des décennies. Ainsi, « le pouvoir de nommer les administrateurs de Cassiopée, et par conséquent de superviser la gouvernance du Groupe Castel, appartient aux trustees, qui exercent leur mission en toute impartialité et conformément à leur responsabilité de protéger les intérêts de l'ensemble des bénéficiaires, lesquels sont alignés avec l'intérêt social du Groupe ».

Dans ce contexte, les Conseils d'administration estiment nécessaire de rappeler certains éléments :

- Les trustees du fonds IBBF (fonds qui détient les actifs du Groupe Castel) ont engagé depuis plusieurs mois une démarche visant à identifier un nouveau gestionnaire de fonds professionnel, pleinement indépendant et agréé, destiné à remplacer IBBM.
- Les trustees d'IBBF ont récemment décidé de nommer le nouveau gestionnaire de fonds sélectionné pour remplacer IBBM, sous réserve notamment de la révocation de cette dernière par les porteurs de parts d'IBBF et de la satisfaction d'autres conditions. Romy Castel a alors saisi la justice singapourienne afin de suspendre temporairement ce processus de remplacement.
- Dans ce contexte, les Conseils d'administration ont toute confiance dans le fait qu'un nouveau gestionnaire indépendant, agissant dans l'intérêt de l'ensemble des bénéficiaires et non de quelques-uns seulement, remplacera effectivement IBBM en temps voulu.
- Madame Romy Castel représente uniquement l'une des cinq branches bénéficiaires. Elle ne saurait donc parler, ni agir, au nom de « la famille Castel » dans son ensemble, dont une partie s'est exprimée par voie de communiqué de presse le 28 août 2026 pour marquer son désaccord avec sa démarche et affirmer son souhait « souhaite que la direction conserve sa capacité à exercer pleinement et sereinement ses responsabilités dans l'intérêt du Groupe, de ses collaborateurs et de l'ensemble de ses partenaires ».

Enfin, les Conseils d'administration « tiennent à réitérer leur entière confiance à Gregory Clerc dans sa mission de Directeur Général et souhaitent qu'il puisse se consacrer pleinement et librement à cette mission ».

“Aucune personne physique - a fortiori membre de la famille du fondateur - n'est actionnaire de Cassiopée, holding de tête du groupe. Son actionnaire est une société de trust professionnelle qui exerce l'ensemble des droits de vote, notamment ceux relatifs à la nomination des administrateurs, en veillant aux intérêts de l'ensemble des porteurs de parts d'IBBF ». Marc Van de Walle, administrateur de Cassiopée



Contacts presse

Charlotte Bourgeois-Cleary, 06 43 45 29 81, charlotte.bourgeois-cleary@vae-solis.com
Caroline Simon, 06 89 87 61 24, caroline.simon@image7.fr

DocuSigned by:
Alain Maassen
F73E5D2B87EB4DE...

Signé par :
Charles VERMEULEN
FF6D56E924D14F1...

Signé par :
Laurence Dequatre
C99D5A4E73A149A...

DocuSigned by:
Michèle Berger
A423E39AB73F4F9...

Signé par :
Raphaël CRISTIANO
A276EAC65DEF413...

Signé par :
Frank Veyder
9939DEFCF8ED4BC...

Signed by:
Marc Van de Walle
56DD9C7D35314C7...

Signé par :
Jean Louis B. Van Haecht
CCF19D03C2AD458...

Gestion de la dette

FINACTU réalise une étude sur l'endettement souverain

Le Groupe FINACTU a été invité les 10 et 11 septembre 2026, à présenter au siège de l'OCDE à Paris les conclusions de son étude récente « La transparence réduit-elle la prime africaine ? Le cas des émissions d'eurobonds » (« Does Transparency Reduce the African Premium? Evidence from Eurobond Issuances »).



● **Vivien Atakpabem**

Devant une centaine de gestionnaires de dette, de banquiers centraux et d'économistes (FMI, Banque Mondiale, BRI, etc.), FINACTU met en évidence que les États du continent africain empruntent 0,9 point de pourcentage plus cher que les autres pays émergents, à notation et fondamentaux comparables. Mais l'étude de FINACTU montre aussi que cette « prime africaine » moyenne de 91 points de base peut être réduite par une bonne gestion de la dette souveraine : en étudiant le comportement d'endettement de la quasi-totalité des émetteurs souverains du continent sur les marchés internationaux, nous montrons que des mesures simples comme une plus grande transparence sur la dette permettent aux États les plus performants de réduire les taux d'emprunt jusqu'à 80 points de base. Sur une émission de USD 1 milliard à 10 ans, cet écart de taux représente une économie de l'ordre de USD 80 millions sur la durée de l'emprunt. Ces résultats confirment la conviction qui guide le travail de FINACTU auprès des gouvernements africains : professionnaliser

la gestion de la dette publique, notamment la communication financière et le dialogue avec les investisseurs, permet aux États de réduire massivement leurs coûts d'emprunt. En Côte d'Ivoire, FINACTU a eu l'honneur d'accompagner l'opérationnalisation de la Direction Générale des Financements du Ministère des Finances et du Budget (structuration front/middle/back office, dimensionnement des équipes, formalisation des procédures et des systèmes d'information, relation investisseurs...). Depuis cette réforme, la Côte d'Ivoire bénéficie de conditions de financement nettement plus favorables et a désormais accès aux instruments ESG. La session consacrée à la transparence, à la gouvernance et à l'accès aux marchés. À la tribune, de gauche à droite : Rodrigo OLIVARES-CAMINAL, Professeur de droit à Queen Mary University of London, Paola SUBACCHI, Professeure titulaire de la Chaire Dette souveraine et finance à Sciences Po, Mario HUZEL, Senior Policy Analyst au Sustainable Sovereign Debt Hub, Mark WALKER, London Coalition on Sovereign Debt, Fatos KOC, Responsable de l'unité Marchés financiers de l'OCDE, et Ghita LAMRIKI, Directrice des

Études de FINACTU. Pour Ghita LAMRIKI, Directrice des Études de FINACTU : « Nos travaux montrent que la transparence est l'un des leviers les plus rentables dont disposent les États pour réduire leurs coûts d'emprunt, et contrairement aux fondamentaux économiques ou aux conditions de marché, ce levier est directement entre les mains des gestionnaires de la dette ». Géraldine MERMOUX, Directrice Générale Associée, ajoute : « Être la seule institution africaine à présenter ses travaux lors de cette conférence est une fierté, mais aussi une responsabilité : celle de porter, dans les enceintes où se construisent les standards de la gestion de la dette publique, l'expertise d'acteurs qui connaissent les réalités du continent. Chaque point de base économisé est une ressource qui peut être réorientée vers l'éducation, la santé ou les infrastructures ». L'étude de FINACTU était présentée lors de la 4e Public Debt Management Conference, organisée au siège de l'OCDE à Paris par le PDM Network, initiative conjointe de l'OCDE, de la Banque Mondiale et du Trésor italien. Sélectionné par le comité consultatif de la conférence à l'issue d'un appel à contributions international, le papier figurait parmi une trentaine de travaux présentés lors de l'événement, dont le programme réunissait plus d'une centaine de chercheurs et de praticiens.



Opportunités & Investissements

Le FONI reporté à mars 2027 à Conakry

Le calendrier événementiel guinéen connaît un nouveau réaménagement. Le Forum des Opportunités et des Investissements (FONI), initialement annoncé pour cette année dans la capitale guinéenne, ne se tiendra finalement pas avant 2027.

Dans un communiqué rendu public ce dimanche 4 octobre, le comité d'organisation a officiellement annoncé le report de l'événement au premier trimestre de l'année prochaine. Le forum est désormais programmé du 22 au 25 mars 2027 à Conakry. Cette décision intervient dans un contexte marqué par un calendrier particulièrement dense en cette fin d'année dans la capitale. Après concertation avec le comité d'organisation et les autorités guinéennes, les responsables du FONI ont privilégié un report afin de disposer de meilleures conditions pour préparer cette importante rencontre. « Je voudrais vous informer qu'en raison de la fin d'année assez chargée à Conakry et après une analyse approfondie avec le Comité d'orga-



nisation et les Autorités Guinéennes, le FONI prévu cette année est reporté du 22 au 25 mars 2027 à Conakry (FONI 2027) », précise le communiqué. Pour les organisateurs, ce décalage doit notamment permettre de renforcer les préparatifs, de mieux coordonner les différents partenaires et de créer les conditions nécessaires à la réussite du forum. En concertation avec les autorités guinéennes, le comité

d'organisation entend ainsi mettre à profit les prochains mois pour finaliser les différents volets de l'événement et garantir un accueil à la hauteur des ambitions du FONI. Le rendez-vous est donc désormais fixé à Conakry, du 22 au 25 mars 2027, avec l'ambition de réunir dans les meilleures conditions les acteurs concernés autour des opportunités et des investissements. Avec influencesnews.com

BOA Mali

Le PNB en hausse de 17,5 %, mais le coût du risque pèse sur le bénéfice

La progression de l'activité de BOA Mali au premier semestre 2026 s'est traduite par une nette amélioration de sa performance opérationnelle. Mais la hausse du coût du risque a réduit l'effet de cette dynamique sur le résultat net, dont la progression reste inférieure à celle du PNB.

Au 30 juin 2026, le produit net bancaire (PNB) de Bank of Africa (BOA) Mali a atteint 21,99 milliards FCFA (38,12 millions \$), contre 18,71 milliards un an plus tôt. Il progresse ainsi de 17,5 % sur un an. Cette évolution marque une accélération par rapport au premier semestre 2025, lorsque le PNB n'avait augmenté que de 2,7 %. Cette progression s'est accompagnée d'une hausse plus modérée des charges. Les frais généraux ont atteint 11,18 milliards FCFA, contre 10,36 milliards FCFA à fin juin 2025, soit une augmentation de 7,9 %. La progression plus rapide du PNB que des charges a permis à la banque d'améliorer son résultat brut d'exploitation, qui s'est élevé à 10,81 milliards FCFA, en hausse de 29,4 % sur un



an. Cette performance de BOA Mali a toutefois été partiellement absorbée par la hausse du coût du risque. Celui-ci est passé de 3,66 milliards FCFA au premier semestre 2025 à 4,53 milliards FCFA au 30 juin 2026, en hausse de 23,5 %. Le coût du risque représente désormais environ 20,6 % du PNB de la banque, contre 19,6 % à fin juin 2025. BOA Mali affiche néanmoins un bénéfice en hausse. Le résultat net atteint 6,72 milliards FCFA au 30 juin 2026, contre 6,21 milliards FCFA l'année dernière, soit une progression

de 8,2 %. Sur l'ensemble de l'exercice 2025, BOA Mali avait dégagé un bénéfice de 11,08 milliards FCFA. À mi-parcours de l'exercice 2026, le bénéfice semestriel représente donc déjà un peu plus de 60 % du bénéfice enregistré toute l'année 2025. L'évolution du bénéfice sur l'ensemble de l'exercice dépendra notamment de celle du coût du risque au second semestre. La banque devra ainsi maintenir la progression de son PNB tout en maîtrisant le coût du risque.

Avec [Agence Ecofin](https://agenceecofin.com)



BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

DAILY MARKET REPORT

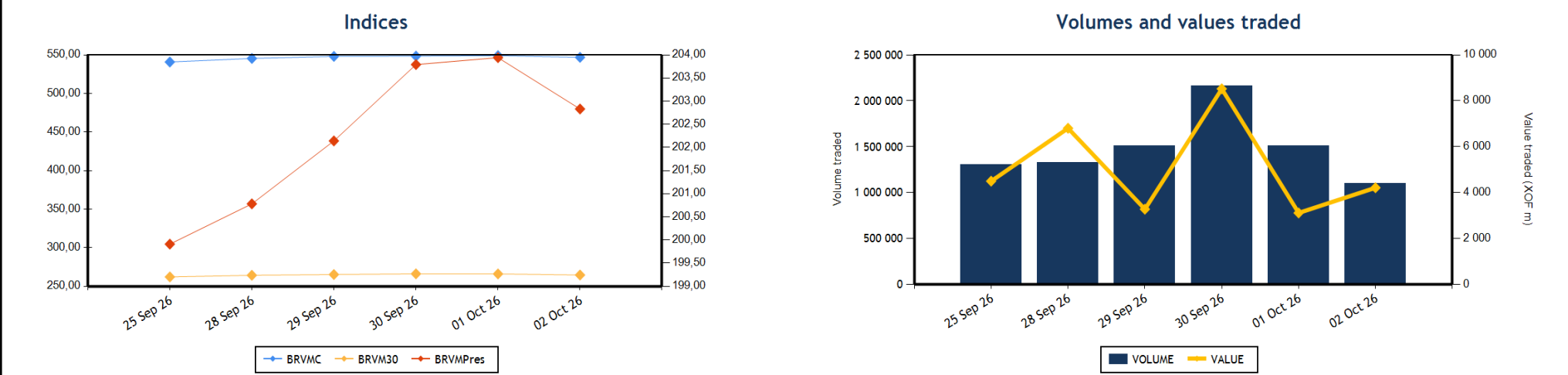
Friday, October 2, 2026

N° 187

BRVM COMPOSITE		546.78
Daily Change	-0.41 %	
Change / YTD	58.14 %	

BRVM 30		264.57
Daily Change	-0.53 %	
Change / YTD	59.15 %	

BRVM PRESTIGE		202.83
Daily Change	-0.54 %	
Change / YTD	40.61 %	



Equities	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)(Equities & Rights)	21,441,961,724,699	-0.41 %
Volume (Equities & Rights)	1,032,386	-31.43 %
Value (XOF) (Equities & Rights)	3,545,168,834	16.34 %
Number of securities	46	0.00 %
Gains	22	57.14 %
Losses	19	-26.92 %
Flat	5	-16.67 %

Bonds	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)	13,584,139,347,043	0.03 %
Volume	66,942	906.80 %
Value (XOF)	666,780,110	922.00 %
Number of securities	13	62.50 %
Gains	3	50.00 %
Losses	3	50.00 %
Flat	7	75.00 %

TOP GAINS

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
CORIS BANK INTERNATIONAL	31,500	3.96 %	192.21 %
SERVAIR ABIDJAN CI	3,500	3.86 %	20.69 %
BANK OF AFRICA BF	8,240	3.00 %	119.73 %
BERNABE CI	1,950	2.63 %	38.30 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE	39,995	2.55 %	33.78 %

TOP LOSSES

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
ORANGE COTE D'IVOIRE	20,605	-5.48 %	44.60 %
CFAO MOTORS CI	1,450	-4.61 %	1.40 %
UNIWAX CI	2,270	-3.81 %	62.14 %
ORAGROUP TOGO	2,900	-3.33 %	20.83 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN	3,825	-1.67 %	-10.94 %

MARKET INDICES BY BOARD

Base = 100 as of january 02, 2023	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-PRESTIGE	12	202,83	-0.54 %	40.61 %	90,744	2,342,635,275	14.34
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	383,35	0.43 %	76.13 %	941,642	1,202,533,559	22.20

TOTAL RETURN INDEX

Base = 100 of january 02, 2025	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	220,27	-0.41 %	65.44 %	1,032,386	3,545,168,834	17.54

MARKET INDICES BY SECTOR

Base = 100 as of january 02, 2025	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	150,27	-2.27 %	58.35 %	55,076	1,759,096,835	13.98
BRVM - CONSUMER DISCRETIONARY	7	186,21	-2.75 %	7.62 %	65,129	190,633,590	41.67
BRVM - FINANCIALS	17	250,17	1.13 %	71.51 %	851,286	1,321,158,084	15.25
BRVM - CONSUMER STAPLES (**)	9	268,71	0.08 %	24.36 %	14,601	117,615,110	12.73
BRVM - INDUSTRIALS	6	219,07	0.71 %	65.55 %	27,650	69,005,085	143.85
BRVM - ENERGY	4	164,43	0.16 %	48.26 %	13,910	47,153,035	18.59
BRVM - UTILITIES	2	274,59	-0.51 %	159.29 %	4,734	40,507,095	25.66

Indicators	BRVM COMPOSITE
PER (Average) (**)	17.54
Rate of profitability (Average)	6.17
Rate of yied (Average)	6.22
Equities listed	48
Bonds listed	212
Annual average volume per trading day	1,953,101
Annual average value per trading day	2,928,045,612.65

Indicators	BRVM COMPOSITE
Liquidity ratio (Average)	22.34
Satisfaction ratio (Average)	33.03
Tendency ratio (Average)	147.84
Coverage ratio (Average)	67.64
Turnover rate (Average)	0.09
Premium risk	-0.05
Number of participating brokerage firm	37

Arabie saoudite

Les stocks mondiaux de pétrole sont «dangereusement faibles»

Le dirigeant d'Aramco, Amin Nasser, souligne la pression sur le système énergétique mondial et les limites des réserves actuelles.

Le patron du géant pétrolier saoudien Aramco a mis en garde lundi contre le niveau «dangereusement faible» des stocks mondiaux de pétrole, quelques jours après que les pays du G7 ont annoncé une libération des stocks pour atténuer les inquiétudes concernant l'approvisionnement. «Le système est déjà sous pression», a déclaré Amin Nasser lors de la conférence Energy Intelligence Forum à Londres. «Et comme il existe très peu d'autres solutions vers lesquelles le monde puisse se tourner, le coussin de sécurité permettant de résister aux perturbations de l'offre est dangereusement faible.» Le dirigeant du plus important producteur pétrolier au monde a également prévenu qu'il ne fallait pas regarder les «chiffres bruts» des réserves, car «moins de 10% sont réellement disponibles». Une vaste partie des réserves affichées par les pays représente le volume minimum à maintenir pour conserver un fonctionnement opérationnel des infrastructures, a-t-il ajouté. «C'est pour



● **Amin Nasser, le patron du géant pétrolier saoudien Aramco. AFP**

cela, voyez-vous, qu'ils peinent à trouver 100 millions de barils», a affirmé Amin Nasser, en référence aux volumes d'or noir débloqués vendredi par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui regroupe 32 États dont les pays du G7. «Les réserves d'énergie pourraient nous faire gagner un hiver, mais elles ne peuvent pas résoudre durablement le problème de l'approvisionnement», a averti le patron d'Aramco. Il s'est néanmoins montré rassurant sur la «résilience» de son entreprise, qui est en mesure de répondre «à toutes les exigences» de ses clients. Des infor-

mations rapportées par Bloomberg en septembre faisaient état du risque que certains clients européens ne soient pas livrés en pétrole par l'Arabie saoudite. Les infrastructures pétrolières de Ryad ont été attaquées plusieurs fois par les rebelles Houthis du Yémen depuis la reprise des hostilités entre la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite et les combattants pro-iraniens houthis. «Nous apprenons de chaque attaque» et Aramco peut «gérer 10 offensives en même temps» en dépêchant des équipes de restauration des dégâts, a affirmé Amin Nasser.

Avec lematin.ch

Faut-il vendre son or maintenant ?

Ce que cache la récente chute des cours

Est-ce le bon moment pour vendre ses objets de valeur en or ? A en croire la tendance au recul du cours, il faudra attendre plusieurs mois avant de retrouver un pallier attractif, au-delà des 3 500 euros l'once. Mais beaucoup de Français ne peuvent attendre la remontée des cours qui est pourtant anticipée.

Le cours de l'or se ressaisit légèrement ce mardi. Après avoir dégringolé de 2,5% la veille, et de plus de 23% depuis son pic du 26 janvier (3 800 euros l'once), le métal précieux s'échange aujourd'hui autour des 3 650 euros l'once, porté par un rebond technique et des investisseurs attirés par ce nouveau point bas. D'où vient ce coup de froid sur l'or depuis quelques semaines ? Première explication, il ploie sous la concurrence toujours plus forte du dollar et des bons du Trésor américain. Dans ce cas, les investisseurs préfèrent toujours placer leur argent sur la dette américaine, un placement sans risque qui rapporte immédiatement du rendement, contrairement à l'or. La montée en flèche des taux obligataires et du dollar «augmente non seulement le coût d'opportunité lié à la détention d'or (c'est-à-dire le manque à gagner par rapport à la détention d'un autre actif, NDLR), qui ne rapporte aucun rendement, mais rend également ce métal précieux libellé en dol-



● **En France, la vente d'or est soumise à deux régimes fiscaux. Photo DR**

lars américains plus onéreux pour les détenteurs d'autres devises», résume Fiona Cincotta, analyste pour la plateforme Forex.com. Une situation similaire s'était par exemple produite il y a quarante ans. En janvier 1980, l'or avait atteint un sommet historique à la suite du second choc pétrolier et des tensions géopolitiques. Pour stopper l'inflation, la Fed avait brutalement augmenté ses taux directeurs jusqu'à près de 20 %. Les rendements des bons du Trésor américain sont devenus extrêmement attractifs, et le dollar s'est envolé. Un autre moteur à la vente vient de Chine. Premiers consommateurs et acheteurs d'or au monde, les Chinois réalisent leurs transactions en général juste avant la

période des congés nationaux (appelée la Golden Week), début octobre. Ne pouvant pas intervenir sur les marchés pendant une semaine en cas d'événement géopolitique ou économique, de nombreux traders chinois préfèrent vendre une partie de leur or avant la fermeture, pour sécuriser leurs gains. Autrement dit, les actifs refuges se livrent une forte concurrence. La devise américaine, les obligations d'Etat et le métal jaune sont tous trois prisés en temps d'incertitudes. Face à une inflation galopante provoquée par la crise au Moyen-Orient, nombre d'investisseurs anticipent un nouveau tour de vis monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) d'ici la fin de l'année.

Avec latricune.fr

Spatial

Airbus, Thales et Leonardo préparent la fusion avec une avalanche de commandes

Face à l'inquiétude des salariés, Hervé Derrey, PDG de Thales Alenia Space a confirmé lors du Space Forum à Toulouse un engagement de maintien de l'emploi à l'issue du projet de fusion Bromo, grâce à une importante croissance du secteur. Dans l'attente du feu vert de la Commission européenne,

Airbus prépare pour sa part une importante opération de détournement de ses activités spatiales. «L'Europe ne peut pas rater l'opportunité d'avoir une voix, une masse critique pour peser au niveau mondial. La dernière année et demie, nous avons engagé nos meilleures ressources pour comprendre comment construire un vrai champion européen», a lancé Massimo Comparini, directeur général de la division spatiale de Leonardo, lors du Space Forum organisé par La Tribune le 29 septembre depuis la Cité de l'espace à Toulouse. Il y a près d'un an, fin octobre 2025, Airbus, Leonardo et Thales avaient signé un protocole d'accord pour



● **Airbus, Thales et Leonardo préparent la fusion de leurs activités. Frédéric Scheiber**

réunir leurs activités spatiales (à l'exception des lanceurs) dans une même entité dans le cadre du projet Bromo. Une méga-fusion jugée vitale pour la filière spatiale européenne face à la puissance de feu du milliardaire améri-

cain Elon Musk (SpaceX, Starlink) et des groupes spatiaux chinois. Le projet reste suspendu au feu vert de l'Europe, espéré avant la fin de l'année. Lors du sommet spatial à Paris, la présidente de la Commission européenne, Ursula

von der Leyen, a apporté un vent d'optimisme en affichant son soutien à Bromo : «Ce sont les champions industriels dont nous avons besoin», a-t-elle plaidé, même si la puissante direction générale de la concurrence de l'exécutif n'a pas encore été officiellement notifiée du projet.

Préparer l'accord engageant

«Le prochain jalon important, c'est la signature de ce qu'on appelle le framework agreement [accord-cadre], qui sera le premier accord engageant entre les trois partenaires, avec un objectif de création de la nouvelle entité fin 2027. Pour préparer cette étape,

les discussions portent sur la future organisation, tout en se conformant aux règles de la concurrence puisque nous sommes pour l'instant toujours en compétition. Deuxièmement, nous avons ces discussions avec la Commission européenne sur les règlements antitrust [droit de la concurrence]. Le troisième point, c'est l'opération de détournement de l'ensemble des activités spatiales du reste de l'activité défense d'Airbus, notamment les avions militaires. Le dernier volet porte sur les discussions avec nos partenaires sociaux dans tous les pays», décrypte Alain Fauré, vice-président exécutif de la branche spatiale d'Airbus Defence and

Space et président d'Airbus Defence and Space France. Alain Fauré, vice-président exécutif de la branche spatiale d'Airbus Defence and Space et président d'Airbus Defence and Space France. (Crédits : Photographe - Frédéric Scheiber - Frédéric Scheiber / Hans Lucas - Frédéric Scheiber) Le dirigeant annonce notamment qu'à Toulouse, la semaine dernière, le projet a eu un accueil favorable dans le CSE central d'Airbus, «démontrant un bon dialogue social» pour Alain Fauré. Même s'ils ont donné un avis positif à la fusion, les syndicats mde-mandent tout de même des garanties sur l'emploi face à l'inquiétude des salariés.

Avec latribune.fr

Santé

L'espérance de vie mondiale retrouve son niveau d'avant-Covid

L'espérance de vie mondiale est quasiment revenue à son niveau d'avant la pandémie de Covid-19, mais le paysage sanitaire continue de se transformer, avec une progression des maladies non transmissibles, notamment le diabète, les démences et les troubles de santé mentale, selon de nouvelles estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Les Estimations mondiales de la santé, publiées vendredi par l'OMS, dressent un état des lieux de l'évolution de la santé dans les pays et régions entre 2000 et 2023, notamment en matière d'espérance de vie, de causes de décès et de charge de morbidité. L'espérance de vie mondiale a atteint 73,3 ans en 2023, contre 73,4 ans en 2019, avant la pandémie. L'espérance de vie en bonne santé, qui mesure le nombre d'années vécues en pleine santé, a toutefois récupéré plus lentement. Elle s'établissait à 62,8 ans en 2023, soit encore 0,4 année de moins qu'en 2019. Parallèlement, la part des maladies non transmissibles dans les décès continue d'augmenter. Elles représentaient 74 % des décès dans le monde en 2023,



● © BAD En Inde, les femmes âgées dépendent largement de leur famille pour leur bien-être économique et social.

contre 58 % en 2000. Huit des dix principales causes de décès étaient ainsi des maladies non transmissibles en 2023. Cette transition épidémiologique concerne désormais tous les niveaux de revenus. Pour la première fois, les maladies transmissibles représentaient en 2023 moins de la moitié des décès dans les pays à faible revenu. « Vivre plus longtemps est l'une des grandes réussites de la santé publique », a déclaré le Dr Alain Labrique, directeur du Département des données, de la santé numérique, de l'analyse

et de l'IA de l'OMS. Mais le prochain défi consiste, selon lui, à faire en sorte que « ces années supplémentaires soient vécues en bonne santé ».

Les maladies cardiovasculaires restent en tête

Les maladies cardiovasculaires demeurent la première cause de décès et de perte d'années de vie en bonne santé dans le monde. À elle seule, la cardiopathie ischémique a causé environ 9,5 millions de décès en 2023 et représenté 210 millions d'années de vie

ajustées sur l'incapacité, une mesure combinant les années perdues en raison d'un décès prématuré et celles vécues avec une incapacité. Des progrès importants ont été enregistrés depuis 2000 dans de nombreuses régions pour réduire la charge de cette maladie. Mais le risque individuel a augmenté dans les régions OMS du Pacifique occidental et de l'Asie du Sud-Est, illustrant les inégalités persistantes en matière de santé cardiovasculaire. D'autres maladies chroniques prennent également une place croissante. Le risque

de mourir du diabète a fortement augmenté depuis 2000, notamment en Asie du Sud-Est.

Les démences et la santé mentale progressent

La progression est particulièrement marquée pour les démences. La maladie d'Alzheimer et les autres formes de démence sont devenues en 2023 la cinquième cause de décès dans le monde, contre la 19e en 2000. Le nombre de décès dus aux démences a triplé sur cette période. Les troubles de santé mentale contribuent eux aussi à l'évolution de la charge mondiale de morbidité. Entre 2019 et 2023, le taux de perte d'années de vie en bonne santé liée aux troubles dépressifs a augmenté d'environ 20 %, et celui lié aux troubles anxieux de près de 45 %. Ensemble, ces deux pathologies auraient représenté quelque 110 millions d'an-

nées de vie en bonne santé perdues en 2023, du fait des décès prématurés et des incapacités. Les troubles liés à l'usage de drogues présentent également des évolutions contrastées selon les régions. Entre 2000 et 2023, la région OMS des Amériques a enregistré les plus fortes hausses du risque de mortalité et de perte d'années de vie en bonne santé, tandis que la région du Pacifique occidental a connu des baisses importantes. Pour l'OMS, ces données doivent permettre aux pays de mieux cibler leurs politiques de santé et d'adapter leurs systèmes aux besoins d'une population qui vit plus longtemps, mais dont les maladies et les besoins sanitaires évoluent.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Sur le plan financier, vous ne serez pas du tout disposé à suivre les conseils de prudence de votre entourage familial. Il le faudrait, pourtant ! Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses inutiles, vous pourriez avoir de gros soucis très bientôt.

Taureau Saturne sera mal aspecté, mais il n'y aura aucune raison pour que cette planète se retourne contre vous. Il vous suffira d'être prévoyant en matière pécuniaire, comme l'exige Saturne, et de ne pas céder aux envies d'achats impulsifs, pour garder l'équilibre. Evidemment, cela demandera un effort.

Gémeaux Après les dissonances astrales qui ont dernièrement déséquilibré vos finances, le Ciel se dégagera et vous permettra d'y voir plus clair. Vous devriez en profiter pour vous remettre à flot. Vous ne ferez pas encore d'économies, mais vous sortirez du rouge, ce qui est déjà bien. Tout en tirant les leçons d'une gestion passée qui vous a conduit près de la catastrophe, vous aurez à cœur de solder vos dettes, mais il est inutile de tomber dans l'excès inverse en vous privant de tout.

Cancer La présente journée sera particulièrement bonne pour les natifs ayant affaire dans des entreprises en rapport avec le public. Les résultats dépasseront souvent leurs espérances. D'autre part, un coup de chance dans la spéculation immobilière promet des gains intéressants ; mais le placement des capitaux ainsi obtenus sera plus aléatoire.

Lion Mercure vous soutiendra sur le plan financier, et vous saurez exploiter au mieux les occasions intéressantes. Vous verrez grand, et vous aurez absolument raison : il est bien connu que la fortune sourit très souvent aux audacieux !

Vierge La présente ambiance planétaire va vous aider à améliorer votre situation financière. Jupiter vous vaudra le soutien de la chance. Uranus, lui, provoquera des événements imprévus, positifs pour la plupart. Si jamais Neptune déclenche une mauvaise surprise, ce qui est possible, Jupiter vous aidera à redresser la situation.

Balance Neptune formera des aspects défavorables dans le secteur des biens matériels. Attention, son influence peut être redoutable ! Gardez-vous d'être trop optimiste, en prenant des risques financiers excessifs.

Scorpion Grâce à Saturne, vous gérerez intelligemment votre situation financière, en dosant soigneusement la prudence et les risques. N'oubliez pas que la vigilance est toujours nécessaire dans ce domaine.

Sagittaire Cet aspect de Pluton ne sera pas excellent sur le plan financier, dans la mesure où il peut impliquer des dépenses non prévues ou une menace concernant le revenu actuel. Cependant, vous aurez l'occasion aujourd'hui de faire des gains importants, notamment si vous êtes en affaires ou si vous oeuvrez en association.

Capricorne Mercure en bel aspect vous donnera l'habileté en matière de gestion financière. Vous alliez avec bonheur l'intuition au sens des réalités. Cependant, évitez de prendre des risques excessifs.

Verseau Votre situation financière se présentera sous les meilleurs auspices. Vous réussirez à maîtriser votre frénésie de dépenses tout en gérant efficacement vos ressources matérielles. Vous pourrez effectuer les transactions les plus profitables en ce moment.

Poisson La présente configuration astrale donne de fortes indications d'avantages dont vous serez bénéficiaire. Ceux-ci pourront prendre la forme de cadeaux, d'une offre de voyage d'agrément ou de facilités accordées pour réaliser ce dont vous avez envie.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

CHEZ VOUS **TOGO**

VOTRE AGENCE DE COMMUNICATION

Editeur de **L'Economiste du Togo**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo . REC N° 0650/07/09/22/HAAC

- NOS SERVICES -



IMPRESSION



CARTE DE VISITE



ETIQUETTES



BÂCHE, VYNIL



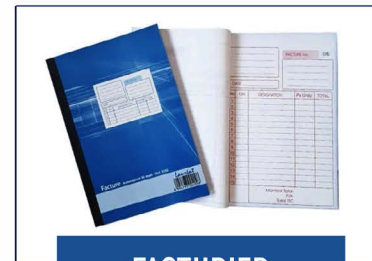
DECOUPE



PRINT CASQUETTE



BROCHURE



FACTURIER



CALENDRIER



FLYERS A4,A5....



CATALOGUE



PRINT T-SHIRT

CHEZ VOUS Togo



AGOE ASSIYEYE NON
LOIN DE LA POSTE



97190623 / 97787907
92109353 / 91198753

Site: www.leconomistedutogo.tg
Email: contact@leconomistedutogo.tg
Siège: Agoè Assiyéyé non loin de la poste

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Grand marché d'Anié

La FNFI échange avec les victimes de l'incendie du bâtiment central

Une délégation du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et des membres de la plateforme préfectorale de réduction des risques et catastrophes d'Anié ont échangé avec les victimes de l'incendie du Grand marché d'Anié, le samedi, 03 octobre à Anié.

Le préfet de l'Anié, Col. Soulé Abderman a convié les victimes à s'armer de patience et à espérer le soutien du gouvernement, la réfection dudit bâtiment dans les moments à venir. Le préfet a demandé aux victimes de rester optimistes et de ne pas se faire des soucis pour se qui s'est passé. Le chef de la délégation du FNFI, Togan Kodjovi a promis la compassion du gouvernement à travers le ministère du développement à la base, après l'évaluation de l'incendie. Il leur a rassuré que le compte-rendu à la hiérarchie sera fidèle et rapide afin que



les mesures adéquates et appropriées soient prises pour soulager les victimes. M. Togan a convié les victimes à se faire déclarer auprès de leurs institutions de crédits en donnant leurs vraies identités en s'enregistrant pour faciliter les prochaines étapes. Il a aussi fait comprendre

que l'enregistrement ne concerne pas seulement les crédits FNFI mais toutes sortes de crédits. Le chef de délégation a exprimé sa gratitude aux autorités locales pour leur appui constant à l'endroit des victimes de l'incendie.

Avec ATOP/KV/SED/KYA

Togo Propre

Une mobilisation citoyenne dans la commune Agoè-Nyivé 2

La population de la commune Agoè-Nyivé 2 s'est mobilisée, le samedi 3 octobre, dans le cadre de l'opération nationale « Togo Propre ».

Munis de balais, houes, coupe-coupe, paniers, pelles et râteaux, les habitants, les agents de la mairie, les responsables, des CVD ont investi plusieurs espaces, notamment les abords du marché de Lég-bassito, pour participer à l'assainissement de leur cadre de vie. L'opération, organisée dans les différentes communes du pays, vise à renforcer la salubrité publique et à promouvoir la participation citoyenne à la protection de l'environnement. À Agoè-Nyivé 2, l'activité a connu la participation du préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi, venu aux côtés des populations pour prendre part aux travaux de salubrité. Les participants se sont attelés au balayage,



au désherbage, au ramassage des déchets et au nettoyage des espaces publics. Le préfet a salué la mobilisation et l'engagement de la population. Il a encouragé les habitants à maintenir cet élan au-delà de la journée de Togo Propre, en adoptant des comportements responsables et en veillant quotidiennement à la propreté de leur environnement. Cette opération a également été l'occasion de rappeler que la préservation de la salubrité publique constitue une res-

ponsabilité partagée entre les autorités locales et les citoyens. La participation active des populations contribue ainsi à rendre les quartiers, marchés et espaces publics plus propres et plus agréables. L'opération « Togo Propre » s'est déroulée simultanément dans les différentes communes de la préfecture, avec la mobilisation des autorités, des collectivités territoriales et des populations.

Avec ATOP/ASA/SED/KYA

Assoli /Jubilé de diamant

Le CEG de Bafilo-ville célèbre son soixantenaire

Le Collège d'enseignement général (CEG) de Bafilo-ville a célébré ses 60 années d'existence, le samedi 3 octobre à Bafilo. La cérémonie a été couplée d'une remise de 2 salles de classes équipées de 60 tables bancs.

L'organisation est à l'actif de l'association des Anciens élèves et enseignants du CEG Bafilo-ville (AECE-BA) qui, par ses cotisations propres, a construit une bâtisse de 2 salles de classes pour leur ancien établissement. Le coût de la construction de cette bâtisse est évalué à 5 874 200 FCFA et l'équipement de tables bancs à 794 000 FCFA. Ce don n'est pas le premier geste de l'association. L'historique du CEG révèle que dans les années antérieures, AECEBA a lutté contre COVID-19 en offrant à cet établissement notamment, un lot de matériel de santé, des tables bancs, d'un kit complet de matériel de laboratoire et de manuels scolaires importés de France. La célébration a consisté à une coupure du ruban par le préfet d'Assoli, Lt-Col Viagbo Mensah et une visite des autorités dans les salles de classes de ladite bâtisse. Le président de



l'AECEBA, Akakpo Ikpadon a rendu hommage aux anciens directeurs, enseignants et élèves du Collège aujourd'hui disparus. Il a signifié que leur association est à caractère apolitique, représentée comme le Togo en miniature, réunissant plusieurs ethnies autour d'objectifs communs. Il a invité toute bonne volonté à soutenir l'action de l'association pour la réalisation de l'ensemble de ses projets. Le représentant du pouvoir central, Lt-col Viagbo a exprimé sa gratitude à l'association pour la construction du bâtiment qui répond, dit-il, aux besoins du gouvernement. Cette

réalisation, ajoute-t-il, est un investissement durable au profit des apprenants qui doivent en prendre soin. Il a exhorté les bénéficiaires à l'assiduité et au corps enseignant à un bon encadrement. « Nous célébrons le passé de l'école, mais pensons aussi à son avenir », a-t-il martelé. Cette célébration du jubilé de diamant a connu la présence des autorités notamment, les responsables de l'éducation régionale de la Kara, les maires des 3 communes d'Assoli, les responsables administratifs et sécuritaires de la préfecture.

Avec ATOP/GMM/SED/KYA

Tchaoudjo

La FESAM encourage les meilleures élèves filles de l'EPP Abatchang

Les cinq meilleures élèves filles de chaque classe de l'Ecole primaire publique (EPP) Abatchang, dans le canton de Lama-Téssi, (commune Tchaoudjo 2), ont bénéficié, le samedi 3 octobre dans leur établissement, de kits scolaires.

Cette initiative est l'œuvre de l'association Femmes solidaires pour un avenir meilleur (FESAM). Les kits sont composés de cahiers, stylos, ardoise, règle, couvertures kaki et d'ensemble géométrique. Ce geste vise à encourager l'excellence scolaire et à motiver les élèves de sexe féminin à redoubler d'efforts dans leurs études. Des boîtes de craies ont, également, été offertes aux enseignants afin de contribuer à l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage. L'association a, par ailleurs, apporté des sacs de vêtements pour tout âge à la population. La cérémonie a été marquée par la remise symbolique des kits aux bénéficiaires, en présence des responsables de l'établissement, des enseignants, des parents et des membres de l'association. La présidente de



la FESAM, Mme Edéou Yowoudéma a confié que cette action matérialise l'engagement de l'association à accompagner les efforts du gouvernement pour l'épanouissement des jeunes filles et femmes en milieu rural. Elle a fait savoir que la FESAM œuvre aussi pour une meilleure scolarisation de la jeune fille et apporte son aide aux femmes rurales pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus. « Notre intervention consiste à soutenir également, les acteurs de l'éducation avec l'espoir de contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour les enfants », a-t-elle conclu. Le direc-

teur de l'EPP Abatchang, Sakié Kossi et le président du bureau des parents d'élèves, Sama Elouwa ont exprimé leur reconnaissance aux donateurs et se sont engagés à faire bon usage des fournitures reçues. Pour eux, ce geste constitue un appui important qui vient renforcer les efforts déployés quotidiennement pour assurer une éducation de qualité aux apprenants. L'association FE.S.A.M est créée en 2016 à Lomé. Elle intervient dans les domaines social, économique, de l'éducation et de la santé.

Avec ATOP/BTP/MEK/HKM

Le Togo en chiffres

	2022	2021
DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
PIB/habitant (PNI, 2022)	1 001 USD	1 680 USD
Classement PIB (PNI, 2022)	163/174	-
Coefficient de GINI (RM, 2022)*	37,3	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (RM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (RM, 2019)	67%	66%
Nombre moyen d'enfants de moins de 5 ans (RM, 2022)	5,6	6 ans (2022)
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (RM, 2022)	39%	31%
APD nette par habitant (RM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (RM, 2021)**	49,6%	55,1%
INFRASTRUCTURES		
Taux d'accès à l'électricité (RM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (RM, 2022)	71%	66%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (RM, 2022)	39%	35%
Classement Africa Infrastructure Development Index (AIFI, AFI 2022)	43/54	-
Classement Transport Index (RM, 2022)	29/54	29/54
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (RM, 2022)	74%	69%
Part de la population utilisant l'Internet (RM, 2022)	39%	37% (2021)
Indice de performance logistique (RM, 2023)*	2,5	2,5
SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Nombre de maladies pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (GPM, 2022)	231	223
Prévalence de la malnutrition dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)
Classements d'indicateurs de gouvernance		
Transparency International 2023	126/180	-
Mo Ibrahim 2023	22/54	-
Reporters sans frontières 2024	113/180	-

* Les données de l'Indice de performance logistique (LPI) sont les plus récentes disponibles dans le rapport de l'Indice de performance logistique (LPI) de l'Association des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (UNCTAD).
** Les données de l'Indice de l'Inclusion Financière (IFI) sont les plus récentes disponibles dans le rapport de l'Indice de l'Inclusion Financière (IFI) de la Banque Mondiale.
* Source : tressor.economic.gouv.fr

Youki
AGRUMES

RETROUVEZ
LE PLAISIR
DES VRAIS
AGRUMES

SAVOURE TON
FRUITSTYLE !



BB LOMÉ S.A

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL

